



## **Avenant n°6**

**au contrat de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques**

### ***Entre***

**Le Syndicat Mixte AUTOLIB' METROPOLE**, dont la création a été autorisée par l'arrêté n°2009-192-1 du Préfet de la Région d'Ile-de-France préfet de Paris, ayant son siège au 16, rue de la Banque, à Paris (75002), représenté par Madame Marie-Pierre DE LA GONTRIE, Présidente, dûment habilitée aux fins des présentes suivant délibération du Comité Syndical en date du 6 novembre 2014, ci-après dénommé le «Concédant »,

### ***D'une première part,***

Et

**SOCIÉTÉ AUTOLIB'**, Société par Actions Simplifiée au capital de 40.040.000 €, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 493.093.256 RCS NANTERRE, dont le siège social est situé 23 rue du Professeur Victor Pauchet, 92420 Vaucresson, représentée par Monsieur Gilles ALIX en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes, ci-après dénommé le « Concessionnaire ».

### ***D'une deuxième part,***

Le Concédant, le Concessionnaire sont collectivement dénommés les « Parties » et chacun individuellement une « Partie ».

\*\*\*\*\*

## **Préambule**

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci-après «la Convention ou Concession»). La Convention est entrée en vigueur le 4 mars 2011.

### **1. Limite et Périmètre de la Concession**

Le Concédant a proposé au Concessionnaire, qui l'a accepté, d'étendre les limite et périmètre de la Concession afin d'intégrer dans celle-ci les communes de Clichy sous-bois, Montfermeil, Le Chesnay et Verrières-le-Buisson.

### **2. Exercice de l'option de réduction de la durée de la Concession**

Le Concédant a fait part au Concessionnaire de son souhait de repousser au 31 décembre 2015 la possibilité d'exercer l'option de réduction de la durée de la Concession pour la ramener à 120 mois au lieu de 144 aujourd'hui, dans les conditions fixées par l'article 3 de la Convention. La demande du Concédant a été motivée par le fait qu'il ne sera pas en mesure de statuer avant le 4 mars 2015 en raison de la date de livraison du Plan d'Affaires qui interviendra au plus tôt en juin 2015. Le Concessionnaire a consenti au souhait du Concédant.

### **3. Fréquence de facturation des bonus / malus en cas de non-respect des critères de performance**

L'article 27.2 de la Convention de Concession stipule que les pénalités dues au titre du non-respect des objectifs de performance sont payables mensuellement à terme échu le dernier jour du mois par différence entre les pénalités et les bonus du mois en cours. Afin de réduire les charges de personnel affecté au calcul mensuel des objectifs de performance et de la facturation des éventuelles pénalités y afférentes, les Parties ont émis le souhait commun que la fréquence de la facturation puisse être semestrielle au lieu de mensuelle.

### **4. Modification du montant de la subvention d'investissement pour les stations situées sur les Périmètres hors voirie.**

Le Concessionnaire a informé le Concédant dès mars 2012 de ses contraintes pour permettre l'installation de Stations hors voirie répondant aux exigences des exploitants de périmètre hors voirie (notamment démontage sans dommage aux infrastructures) ainsi qu'aux contraintes techniques d'implantation. En conséquence, le Concédant a demandé au Concessionnaire de concevoir, réaliser et installer un nouveau type de Station disposant d'un socle métallique sur lequel les bornes sont fixées et pouvant être aisément installées et démontées sans dommage aux ouvrages. Le Concessionnaire a fait part au Concédant des surcoûts très importants qu'il devait supporter et en a demandé la prise en charge par le Concédant au titre des dispositions de l'article 14.2 de la Convention. Après des discussions nombreuses entre les Parties au cours des différentes réunions du Comité de Pilotage, le Concédant a proposé au Concessionnaire de relever, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2012, le plafond du montant de la redevance d'investissement pour les stations de 6 places tel que modifié par l'article 10

de l'avenant n°1 à la Convention de Concession et d'aligner ce relèvement sur les plafonds fixés respectivement aux articles 42.1 et 42.2 de la Convention.

#### 5. Modification du délai de paiement des subventions d'investissement

Le Concédant a fait part de ses contraintes quant au paiement de la subvention d'investissement dans un délai de 15 jours prescrit par l'article 42.3 de la Convention en ce qui concerne les acomptes. Le Concédant a émis le souhait de porter ce délai à 30 jours. Le Concessionnaire y a consenti.

#### 6. Modification de la date de révision des redevances d'occupation et des redevances pour frais de contrôle.

Conformément aux dispositions des articles 45.1 et 45.2 de la Convention, la date de révision des redevances d'occupation et pour frais de contrôle est fixée annuellement à la date anniversaire de la Notification de la Convention, soit le 4 mars.

Afin de permettre une meilleure cohérence avec l'ensemble des autres dispositions de la Convention, les Parties ont souhaité fixer au 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice la date à la date de révision des redevances d'occupation et pour frais de contrôle.

#### 7. Réalisation des objectifs relatifs aux Stations en voirie et hors voirie

##### **I- SUR LES OBLIGATIONS DE LIVRAISON PAR LE CONCESSIONNAIRE DE STATIONS EN VOIRIE**

Le Concédant et le Concessionnaire ont conclu le 25 février 2011 une convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques (ci après «la Convention »).

Une phase de test du service s'est déroulée entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 4 décembre 2011.

Conformément à la Convention, en particulier l'Annexe A8-19 à la Convention portant sur les principes et les modalités de mise en œuvre de la garantie de bonne exécution et prévoyant les engagements et les garanties apportées par Bolloré, le Concédant et le Concessionnaire se sont réunis le dernier jour de la Phase 1 du Service et ont consigné dans un procès-verbal, signé contradictoirement, l'atteinte des Objectifs Clés du Service tels que définis à l'article 1.1.5 de l'Annexe A8-19 précitée.

Le Service a donc pu être ouvert selon les dispositions de la Convention le 272<sup>ème</sup> jour suivant la date de Notification de la délégation de service public.

Un avenant à la Convention (Avenant n°1 à la Convention) a été signé entre le Concédant et le Concessionnaire le 24 février 2012.

La Convention prévoit également qu'au début de la Phase 2, le Concédant et le Concessionnaire se réunissent à nouveau afin de constater et de consigner dans un procès-verbal, signé contradictoirement, si les conditions prévues par la Convention et ses Annexes pour l'ouverture de la Phase 2 sont réunies.

Le 31 mai 2012, dernier jour de la Phase 1, le Concédant et le Concessionnaire, se sont donc réunis aux fins de consigner dans un procès-verbal l'atteinte des Objectifs Clés du Service prévus pour l'ouverture la Phase 2.

Par ledit procès-verbal, le Concédant et le Concessionnaire ont reconnu que le Concessionnaire avait rempli ses engagements en ce qui concerne la mise à disposition d'un nombre minimum de BLUECAR et de Stations à la date de début de la Phase 2, à savoir :

- L'objectif de livraison de 1740 véhicules Autolib' (Bluecar) a été rempli selon les conditions de la Convention, ses Annexes et du courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 22 mai 2012 proposant au Concessionnaire de déployer un nombre de véhicules en cohérence avec le nombre de places disponibles et de stocker à part le cas échéant, le reste des véhicules immatriculés et affectés au Service ;
- Le Concessionnaire a rempli ses engagements de mise en service d'un nombre minimum de Stations tel que prévu à l'article 14.1.3 de la Convention modifié par l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention et tenant compte de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, selon le courrier du Concédant à Monsieur Gilles ALIX du 15 mai 2012 et celui de Monsieur Gilles ALIX à Monsieur Sylvain MARTY du 30 mai 2012, à savoir 515 Stations.

Par lettre en date du 13 juillet 2012, Monsieur Gilles ALIX a informé Monsieur Marcelino PERA que 64 Stations qui n'avaient pu être livrées à la date du 30 mai 2012 pour des motifs non imputables au Concessionnaire le furent le 21 juin 2012 et que 66 Stations faisaient l'objet de reports non imputables également au Concessionnaire.

Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Avenant n°1 à la Convention, il est stipulé que le solde des Stations en voirie, ajusté des éventuels reports et annulations non imputables au Concessionnaire, devra être livré au 1er octobre 2012.

Par le courrier précité de Monsieur Gilles ALIX en date du 13 juillet 2012, ce dernier a fait part au Concédant de son souhait de déterminer le solde des Stations devant être livrées pour la date du 1er octobre 2012. Il rappelait qu'il disposait de 171 adresses validées et fournies par le Concédant pour lesquelles un statut a été affecté dans un tableau joint en annexe audit courrier (ex : études, dossier à présenter à une instruction technique, etc.) .

Compte tenu de l'expérience accumulée par le Concédant et le Concessionnaire, Monsieur Gilles ALIX avait estimé que le taux de chute moyen pour un lot de Stations était de l'ordre de 35%. En conséquence, il proposait d'appliquer ce taux aux 171 adresses fournies et de retenir un objectif de 110 Stations en voirie supplémentaires à réaliser, soit un total de 689 Stations en voirie, pour la date 1er octobre 2012 sous réserve des éventuels reports ou annulations qui ne seraient pas imputables au Concessionnaire.

Le Concédant a admis que 683 Stations devaient être livrées à la date du 1er octobre 2012.

A la date du 1er octobre 2012, il apparaissait que 683 Stations en voirie avaient été livrées, le solde étant retardé pour des raisons non imputables au Concessionnaire.

Les Parties ont également admis et consigné dans un procès-verbal du 10 octobre 2012 qui a été entériné par un avenant n°3 à la Convention en date du 21 novembre 2012, que 200 Stations en voirie devaient être livrées pour le 1er juin 2013 par le Concessionnaire, sous réserve de causes extérieures et non imputables à celui-ci.

Au 30 mai 2013, les Parties se sont rencontrées afin d'établir un bilan contradictoire de réalisation des objectifs fixés dans l'avenant n°3 à la Convention en date du 21 novembre 2012.

Ainsi, les Parties ont constaté le 30 mai 2013 que sur les 200 Stations en voirie devant être livrées pour le 1er juin 2013, 110 Stations ont été livrées effectivement et que le solde de celles-ci, soit 90 Stations, n'avait pu être livré en raison d'impossibilités techniques ou de manque d'adresses validées qui devaient être transmises au Concédant par ses membres. Le Concédant a donc admis que la non réalisation de 90 Stations en voirie ne pouvait être imputé au Concessionnaire.

Par avenant n°5 à la Convention en date du 17 octobre 2013, les Parties ont décidé que La livraison du solde des Stations sur les Périmètres en voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1er juin 2013 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 90 Stations en voirie, a été reportée à la date du 1er juin 2014. Par ailleurs, l'article 3 dudit avenant n°5 a décidé que, concernant les Stations hors voirie situées sur la Ville de Paris qui n'ont pu faire l'objet d'une réalisation pour des motifs indépendants du Concessionnaire, 50 au minimum, seront redéployées en voirie.

Au 30 mai 2014, les Parties se sont rencontrées afin d'établir un bilan contradictoire de réalisation des objectifs fixés dans l'avenant n°5 à la Convention précitée.

Ainsi, les Parties ont constaté le 30 mai 2014 que sur les 90 Stations en voirie devant être livrées pour le 1er juin 2014, 35 Stations ont été livrées effectivement et que le solde de celles-ci, soit 55 Stations, auxquelles s'ajoutent les 50 nouvelles stations issues du redéploiement de stations hors voirie vers la voirie, n'avaient pu être livré en raison d'impossibilités techniques ou de manque d'adresses validées qui devaient être transmises au Concédant par ses membres. Le Concédant a donc admis que la non réalisation de 105 Stations en voirie ne pouvait être imputée au Concessionnaire.

## **II- SUR LES OBLIGATIONS PARTICULIERES DE LIVRAISON PAR LE CONCESSIONNAIRE D'ESPACES AUTOLIB'**

Selon les dispositions de l'article 2 de l'Avenant n°1 à la Convention, le nombre d'Espaces a été fixé à 40 à Paris et à 50 en banlieue, ces nombres pouvant être réduits respectivement à 33 à Paris et à 45 en banlieue sous réserve que des bornes d'abonnement soient installées en compensation dans des lieux publics en nombre au moins égal et en veillant à la cohérence du maillage.

Par procès-verbal en date du 10 octobre 2012, les Parties ont constaté que sur les 683 Stations en voirie devant être livrées par le Concessionnaire au 1er octobre 2012, un certain nombre d'Espaces n'avait pu être réalisé en raison soit d'impossibilité technique, soit de rejets de dossiers d'instruction technique, soit de réajustement à la baisse par certaines communes membres du Concédant du nombre d'Espaces à planter sur leur domaine.

Ainsi, 36 Espaces avaient été livrés en phase 1 (5 décembre 2011) et 28 autres l'ont été à la date du 1er octobre 2012, soit au total 64 Espaces à la date du 1er octobre 2012.

Dans l'avenant n°3 à la Convention du 21 novembre 2012, il était stipulé que le Concessionnaire devait livrer 14 Espaces pour le 1er juin 2013. Le Concessionnaire a admis qu'à la date du 30 mai 2013, sur les 110 stations supplémentaires en voirie livrées, seulement 5 Espaces en faisaient partie dont deux réalisés en attente de mise sous tension par ERDF. Le solde restant à livrer, à savoir 9 Espaces n'ayant pu l'être en raison de manque d'adresses validées qui devaient être transmises au Concédant par ses membres. En conséquence, le Concédant a admis que les causes de la non réalisation des 9 Espaces manquants ne pouvaient être imputées au Concessionnaire.

Par avenant n°5 à la Convention en date du 17 octobre 2013, les Parties ont décidé que la livraison du solde des Espaces Autolib' n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2013 pour des

causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 9 Espaces Autolib', était reportée à la date du 1er juin 2014.

Par procès-verbal en date du 30 mai 2014, les Parties ont constaté que sur les 9 Espaces en voirie devant être livrés par le Concessionnaire au 1er Juin 2014, un certain nombre d'Espaces n'avait pu être réalisé en raison soit d'impossibilité technique, soit de rejets de dossiers d'instruction technique, soit de réajustement à la baisse par certaines communes membres du Concédant du nombre d'Espaces à implanter sur leur domaine. Ainsi, seuls 2 Espaces ont pu être livrés à la date du 30 mai 2014.

### **III- SUR LES OBLIGATIONS DE LIVRAISON PAR LE CONCESSIONNAIRE DE STATIONS HORS VOIRIE**

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention, il a été prévu que le calendrier de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie soit, d'une part, de 100 Stations hors voirie livrables au 1er octobre 2012 et d'autre part, que le solde soit livré au 1er juin 2013.

Par courriers en date des 2 août 2012 et 21 septembre 2012 ainsi qu'au travers des communications échangées au cours Comités de Pilotage (« COPIL ») réunissant le Concédant et le Concessionnaire, ce dernier a rappelé qu'en 2011, les Parties partageaient des préoccupations légitimes quant à l'incertitude de l'encadrement législatif et réglementaire relatif au déploiement des points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés qui aurait pu restreindre voire interdire l'installation de Stations sur les Périmètres hors voirie.

Suite à la publication le 20 juin 2011 par le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement d'une série de recommandations, il s'avéra que les conditions économiques de réalisation des Stations sur les Périmètres hors voirie n'étaient plus acceptables tout en progressant vers un niveau de complexité de réalisation qui n'existait pas auparavant.

Le préambule de l'Avenant n°1 à la Convention en fait état avec clarté en ces termes :

*« Au mois de juin 2011, le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable des Transports et du Logement a publié sur son site internet une série de recommandations applicables au déploiement de points de recharge de véhicules électriques en milieux confinés. Ces recommandations rendaient impossible l'installation de Stations Autolib' en parcs de stationnement souterrain à des conditions économiquement acceptables.*

*Après une discussion approfondie avec l'ensemble des acteurs de la filière (constructeurs automobiles, exploitants de parcs de stationnement souterrains, gestionnaires de flotte de véhicules électriques), les services de l'Etat ont décidé de procéder à une analyse du risque présenté par les véhicules électriques en cas d'incendie de la batterie ou du véhicule. Des tests ont été menés aux mois d'octobre et de novembre 2011. Les véhicules et les batteries utilisés pour le service Autolib' ont été soumis à l'ensemble des tests par des experts indépendants.*

*Les résultats ont démontré que la dangerosité des véhicules électriques était tout à fait comparable à celle des véhicules thermiques de même gabarit et que les recommandations publiées par le Ministère n'étaient pas nécessaires. Toutefois, en application du principe de précaution, et compte tenu de la nouveauté des risques induits par les véhicules et les batteries électriques, les services de l'Etat ont souhaité maintenir une partie des recommandations à titre prudentiel. Ces dernières, si elles n'empêchent plus la réalisation de l'ensemble des Stations, renchérissent tout de même leur coût de réalisation et rendent très complexe la réalisation de certaines d'entre elles, notamment celles qui étaient prévues dans les parcs de stationnement non ouverts au public ou dans les parcs les plus vétustes. »*

La Commission Centrale de Sécurité a publié un document daté du 2 février 2012 intitulé cahier des charges relatif à l'installation d'infrastructures de charge pour les véhicules électriques ou véhicules hybrides rechargeables dans les parcs de stationnement couverts recevant du public ou intégrés à un immeuble de grande hauteur (ci-après le « Cahier des Charges applicable dans les parcs de stationnements »). Ce document a posé de nouvelles règles et des restrictions techniques quant à l'installation de Stations Autolib' en milieu confiné notamment.

Après signature de l'Avenant n°1 à la Convention et suite à la connaissance du contenu du cahier des charges précité, le Concessionnaire a procédé à l'élaboration puis au lancement le 20 février 2012 de l'appel d'offres travaux aux entreprises imposé notamment par le décret n°2010-406 du 26 avril 2010 relatif aux contrats de concession de travaux publics et portant diverses dispositions en matière de commande publique.

Le Concessionnaire et le Concédant se sont ensuite concertés début mars 2012 afin d'étudier les conditions de réalisation de certains parcs et de retenir un maillage cohérent de parcs avec les Stations en voirie réalisées ou programmées.

Puis, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'avenant n°1 à la Convention et aux dispositions du Cahier des charges, le Concessionnaire a procédé à une analyse approfondie parc par parc afin de mesurer la faisabilité de l'installation de Stations sur les Périmètres hors voirie.

À cet effet, le Concessionnaire a entrepris des démarches actives auprès des exploitants de Périmètres hors voirie afin de déterminer les conditions juridiques, techniques et financières pour permettre l'installation d'une Station.

Or, le 30 juillet 2012, lors d'une réunion qui s'est tenue à la Mairie de Paris et à laquelle le Concédant et le Concessionnaire ont assisté, ces derniers ont pris note des positions prises par l'Architecte en Chef de la Commission de Sécurité de la Préfecture de Police qui ont remis en cause les capacités du Concessionnaire à réaliser des Stations sur les Périmètres hors voirie dans les délais fixés à l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention.

Par courrier en date du 2 août 2012, le Concessionnaire a informé le Concédant des conséquences de ces positions sur le planning de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie.

Néanmoins, dans l'intervalle, le Concessionnaire a poursuivi ses discussions avec plusieurs exploitants de parkings en réexaminant à l'aune des nouvelles positions prises par la Commission de Sécurité la faisabilité d'installation d'une Station. Au 28 août 2012, 114 parcs avaient fait l'objet de visites techniques.

Au surplus, un grand nombre d'exploitants de Périmètres hors voirie n'avaient pas entamé des discussions avec le Concessionnaire malgré ses invitations.

Le 12 septembre 2012, le Concessionnaire informait par courrier le Concédant du nombre de parkings pour lesquels une visite approfondie avait été réalisée et du retard certain de livraison de Stations sur les Périmètre hors voirie pour la date 1er octobre 2012 consécutivement notamment au délai d'examen des dossiers d'autorisation par la Commission de Sécurité dont le Concessionnaire avait rappelé que la présentation dudit dossier est du ressort exclusif de l'exploitant du parking concerné.

Le Concessionnaire dans ledit courrier informait le Concédant que compte tenu des événements extérieurs et indépendants de sa volonté, il était empêché d'atteindre l'objectif de livraison de 100 Stations sur les Périmètres hors voirie à la date du 1er octobre 2012.

Ayant reconnu les diligences et efforts du Concessionnaire pour tenter de parvenir à l'objectif de livraison des Stations sur les Périmètres hors voirie tel que fixé dans l'Avenant n°1 à la Convention ainsi que le caractère non imputable de ces événements au Concessionnaire, le Concédant a exprimé

son souhait qu'une redéfinition des objectifs de réalisation puisse être effectuée d'accord partie dans le cadre du présent procès-verbal, sous réserve de l'adoption d'une délibération en ce sens par le Comité Syndical du Concédant.

Ladite délibération ayant été adoptée, les Parties ont arrêté en conséquence dans un avenant n°3 à la Convention de nouvelles dispositions de réalisation des Stations hors voirie, à savoir :

- 20 Stations devaient être livrées pour le 31 décembre 2012
- 45 stations devaient être livrées pour le 31 mars 2013
- Le solde des 100 premières stations devaient être livrées pour le 1er juin 2013

Conformément audit avenant n°3, les Parties ont également convenu de se rencontrer le 31 mai 2013 pour décider du planning de réalisation du solde des stations hors voirie.

Depuis Les parties se sont ensuite régulièrement rencontrées dans des comités de pilotage (COPIL).

Depuis Août 2012, le Concessionnaire a fait part au Concédant de ses difficultés à progresser sur la réalisation des Stations hors voirie principalement pour les deux raisons suivantes :

- La procédure d'étude et d'acceptation des dossiers d'études des Stations par la commission centrale de sécurité n'était pas encore en place, le projet Autolib' étant pionnier par rapport au nouveau cahier des charges déterminant les conditions de déploiement d'infrastructures de recharge de véhicules électriques dans les parcs en ouvrage.
- Les exploitants de parcs se sont opposés à des conventions individuelles avec le Concessionnaire et ont demandé à ce que celles-ci soient d'abord négociées globalement sous l'égide de l'APEP, l'Association des Promoteurs et Exploitants de Parcs, contrairement à ce qui avait été envisagé initialement.

Ainsi, les premiers dossiers d'autorisation ont été remis fin août 2012 par le Concessionnaire aux exploitants de parcs pour être déposés en Préfecture.

Par ailleurs, nonobstant la proposition de convention d'occupation transmise par le Concessionnaire aux exploitants de parcs dès le mois d'août 2012, lesdits exploitants se sont progressivement opposés au démarrage des travaux tant qu'une convention cadre n'aurait pas été signée sous l'égide de l'APEP.

Il en résulte que le Concessionnaire n'a pu réaliser que 7 Stations hors voirie sur les 20 qui devaient l'être le 31 décembre 2012, ce que reconnaît le Concédant, lequel admet également que les causes de la non réalisation des 13 Stations hors voirie ne peuvent être imputées au Concessionnaire.

Conformément aux dispositions de la Convention, le Concédant a fait ses meilleurs efforts pour apporter son soutien au Concessionnaire à savoir, l'organisation de pas moins de 5 réunions avec l'APEP du 13 décembre 2012 au 6 février 2013, ainsi que plusieurs contacts avec la Préfecture et la Commission Centrale de Sécurité afin que le traitement des dossiers déposés soient diligentés.

Grâce aux efforts conjoints du Concédant et du Concessionnaire, ce dernier ci a pu réaliser au 31 mars 2013 :

- 13 stations hors voirie supplémentaires livrées sur les 45 devant l'être aux termes de l'avenant n°3 à la Convention
- 7 Stations réalisées mais non livrées en attente pour cause de non conformité électrique du parc ou d'attente de signature de la convention d'occupation avec son exploitant.
- 57 dossiers déposés en Préfecture pour étude de la commission centrale de sécurité.

Le Concédant reconnaît que les causes de la non réalisation des 32 Stations hors voirie prévues au 31 mars 2013 ne peuvent être imputées au Concessionnaire.



Lors des réunions « COPIL », le Concessionnaire a informé régulièrement le Concédant de ses difficultés à obtenir, pour les dossiers d'autorisation déposés, des avis positifs des services de la Préfecture. Par ailleurs, les Parties ont été informées que de nouvelles dispositions étaient à l'étude pour modifier le Cahier des Charges applicable dans les parcs de stationnements. De fait, le Concessionnaire a constaté la raréfaction de transmission desdits avis par les services de la Préfecture et, la date du 30 mai 2013, le Concédant reconnaît que la situation n'a pas évolué.

Nonobstant les difficultés rencontrées, les Parties ont constaté qu'à la date du 30 mai 2013, 5 Stations hors voirie avaient été livrées sur les 35 Stations hors voirie devant l'être au 1<sup>er</sup> juin 2013. Le Concédant a reconnu que les causes de la non réalisation desdites 35 Stations hors voirie prévues au 1<sup>er</sup> juin 2013 ne peuvent être imputées au Concessionnaire.

Par avenant n°5 à la Convention en date du 17 octobre 2013, les Parties ont pris les décisions suivantes :

- Sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant la livraison, la livraison du solde des Stations sur les Périmètres hors voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2013 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 75 Stations a été reportée. Les Parties ont décidé de se rencontrer avant le 18 octobre 2013 pour faire le point sur les nouvelles dispositions réglementaires qui avaient été annoncées ainsi que sur la suspension de l'étude des dossiers d'autorisations déposés en Préfecture de Police, en étudier les conséquences et convenir de la quantité et du calendrier des Stations à réaliser sur les Périmètres hors voirie tant en ce qui concerne le solde des Stations non livrées au 31 mai 2013 que sur les 100 autres Stations restant à livrer au-delà du 1<sup>er</sup> juin 2013. Afin de ne pas retarder le déploiement du Service Public Autolib' et d'assurer la cohérence du maillage des Stations Autolib', les Parties ont pris par avenant n°5 à la Convention les dispositions suivantes :
  - Concernant les Stations hors voirie situées sur la Ville de Paris qui n'ont pu faire l'objet d'une réalisation pour les motifs énoncés ci-dessus, 50 au minimum seront redéployées en voirie sur Paris. La désignation desdites Stations hors voirie, sera effectuée d'un commun accord entre les Parties. Il en sera de même des localisations sur Paris des Stations en voirie issues du redéploiement. Le nombre de Stations en voirie demandées sur Paris étant de 500 comme indiqué dans le nota bene figurant sur la première page de l'Annexe A8-2 de la Convention, les Parties décident que ce chiffre sera automatiquement adapté sans formalité en fonction du nombre de Stations ayant fait l'objet d'un redéploiement.
  - En ce qui concerne les Stations hors voirie qui ne sont pas situées sur la Ville de Paris, le Concédant pourra notifier au Concessionnaire un redéploiement en voirie desdites Stations. A cet effet, la désignation desdites Stations hors voirie sera effectuée d'un commun accord entre les Parties. Il en sera de même des localisations des Stations en voirie issues du redéploiement

Par procès-verbal signé le 17 octobre 2013, le Concédant et le Concessionnaire ont reconnu qu'à la date précitée :

1. Les Parties ont constaté que les dispositions réglementaires concernant la réalisation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques dans les parcs de stationnement couverts recevant du public ou intégrés à un immeuble de grande hauteur n'étaient toujours pas connues. Le Concédant a admis que le Concessionnaire n'était pas en mesure de reprendre le déploiement des Périmètres hors voirie et d'en livrer le solde tel que défini dans le Procès-Verbal du 30 mai 2013 signé le 27 juin 2013 pour des raisons qui ne lui sont pas imputables.

2. Compte tenu des incertitudes sur les nouvelles dispositions réglementaires toujours non encore connues à ce jour et de la suspension de l'étude des dossiers d'autorisations déposés en Préfecture de Police, les Parties ont décidé que la livraison du solde des Stations hors voirie était reportée sine die sous les conditions stipulées au paragraphe 3 ci-dessous.
3. Le Concédant et le Concessionnaire se rencontreront au plus tard le 1<sup>er</sup> juillet 2014, ou dès autorisation de la Préfecture de Police de réaliser tout ou partie des Stations sur les Périmètres hors voirie qui lui seront transmis, pour étudier les conséquences et convenir le cas échéant, de la quantité et du calendrier des Stations à réaliser sur les Périmètres hors voirie tant en ce qui concerne le solde des Stations non livrées au 31 mai 2013 que sur les 100 autres Stations restant à livrer au-delà du 1<sup>er</sup> juin 2013 après déduction des Stations initialement prévues sur les Périmètres hors voirie ayant fait l'objet d'un redéploiement sur les Périmètres en voirie conformément aux dispositions de l'article 3 de l'avenant n°5 à la Convention.

Par procès-verbal en date du 30 mai 2014, les Parties ont reconnu que le solde des Stations sur les Périmètres hors voirie qui n'a pu faire l'objet d'une livraison à la date du 30 mai 2014 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire est au total de 75 Stations sur les Périmètres hors voirie. Les Parties ont décidé que la livraison du solde des Stations au 30 mai 2014 est reportée et ont établi un nouveau calendrier (cf. Articles 8, 9 et 10 du présent Avenant) de réalisation pour l'ensemble stations hors-voirie devant être livrées.

#### 8. Fréquence de réunion du Comité de Suivi

L'article 69 de la Convention de Concession stipule que le Comité de Suivi échange sur une base régulière d'une réunion tous les 45 jours sur les conditions de réalisation de la Concession. Afin de s'adapter au rythme de la Concession qui est entrée dans sa phase d'exploitation, les Parties ont émis le souhait commun que la fréquence de réunion du Comité de Suivi soit portée à 90 jours. .

\*\*\*\*\*

**Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit par les Parties :**

**Article 1 : Modification de la Limite et du Périmètre de la Concession**

L'Annexe A8-1 de la Convention définissant notamment la Limite et le Périmètre de la Concession est modifiée par le document joint en Annexe 1 au présent avenant n°6.

**Article 2 : Modification de l'exercice de l'option de réduction de la durée de la Concession**

Le dernier paragraphe de l'article 3 de la Convention est remplacé par le suivant :

*« Cette option de réduction de la durée de la Concession dument notifiée au Concessionnaire par le Concédant ne pourra être exercée par ce dernier que jusqu'au 31 décembre 2015. À l'issue de cette période, si cette option n'est pas exercée, elle deviendra caduque automatiquement de plein droit. »*

**Article 3 : Modification de la fréquence de facturation des bonus / malus en cas de non respect des critères de performance**

La première phrase du troisième paragraphe de l'article 27.2 de la Convention de Concession est modifiée comme suit :

« Les pénalités sont calculées semestriellement par différence entre les pénalités et les bonus cumulés du 1<sup>er</sup> jour du semestre au dernier jour de celui-ci. Elle sont payables 30 jours après réception d'un titre de recette. »

**Article 4 : Modification du montant de la subvention d'investissement pour les Stations Autolib' situées sur les Périmètres hors voirie**

Les Parties décident d'abroger, avec effet au 1<sup>er</sup> mars 2012, les dispositions du cinquième paragraphe de l'article 10 de l'Avenant n°1 à la Convention de Concession en date du 10 février 2012.

En conséquence, la subvention d'investissement pour les Stations hors voirie de 6 places est celle fixée à l'article 42.1 de la Convention ou à l'article 42.2 de la Convention pour la réalisation des Stations sur le territoire des collectivités ayant adhéré au Syndicat Mixte Autolib' Métropole postérieurement à l'achèvement de la Phase 2.

**Article 5 : Modification du délai de paiement des subventions d'investissement**

Le premier tiret du premier paragraphe de l'article 42.3 de la Convention est modifié comme suit :

« Un acompte égal au montant de l'avance de démarrage exigé par les entrepreneurs du Concessionnaire pour la réalisation des travaux liés à une Station déterminée. Le montant versé ne pourra toutefois pas être supérieur à 20% du montant maximum de la subvention. Le paiement s'effectuera dans les trente (30) jours de la réception par le Concédant de l'acte d'engagement et des pièces justifiant le paiement de l'avance à l'entrepreneur. »

**Article 6 : Modification de la date de révision des redevances d'occupation et des redevances pour frais de contrôle**

L'article 45.1 de la Convention est modifié comme suit :

*« Les Parties conviennent que le montant de la redevance d'occupation versée par le Concessionnaire au Concédant sera révisé annuellement le 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice en fonction de la variation de l'indice national des loyers commerciaux (ILC) publié par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE). »*

**Article 7: Modification de la date de révision des redevances pour frais de contrôle**

L'article 45.2 de la Convention est modifié comme suit :

*« Les Parties conviennent que le montant de la redevance pour frais de contrôle versée par le Concessionnaire au Concédant sera indexé annuellement le 1<sup>er</sup> janvier de chaque exercice en fonction de la variation de l'indice SYNTEC selon la formule suivante :*

$$P1 = P0 \times \frac{SI}{SO}$$

*P1: prix révisé*

*P0 : prix contractuel d'origine*

*SO : indice SYNTEC de référence retenu à la date contractuelle d'origine*

*SI : dernier indice publié à la date de révision*

*L'indexation de la redevance pour frais de contrôle sera plafonnée à celle en pourcentage appliquée aux tarifs déterminés en Annexe A8-13. »*

**Article 8 : Nombre de Stations ou Espaces en voirie**

La livraison du solde des Stations sur les Périmètres en voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 1<sup>er</sup> juin 2014 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 55 Stations en voirie issues du déploiement initial auxquelles s'ajoutent 50 Stations en voirie supplémentaires issues du redéploiement de Stations hors voirie conformément à l'avenant n°5 à la DSP, soit 105 Stations sur voirie, est reportée à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2015 sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

**Article 9 : Nombre d'Espaces en voirie**

La livraison du solde des Espaces Autolib' n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2014 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, à savoir 7 Espaces Autolib', est reportée à la date du 1<sup>er</sup> décembre 2015, sous réserve de l'absence de causes extérieures et non imputables au Concessionnaire empêchant ou retardant ladite livraison.

**Article 10 : Nombre de Stations hors voirie**

Aucune Station nouvelle sur les Périmètres hors voirie n'ayant pu faire l'objet d'une livraison à la date du 31 mai 2014 pour des causes extérieures et non imputables au Concessionnaire, les Parties décident de reporter les engagements restant de livraison du Concessionnaire, soit 125 stations hors voirie, conformément au calendrier suivant :

1<sup>er</sup> décembre 2015 : 50 dont 40 à Paris

1<sup>er</sup> décembre 2016 : 30 dont 10 à Paris

1<sup>er</sup> décembre 2017 : 25 stations à Paris

1<sup>er</sup> décembre 2018 : 20 stations à Paris

**Article 11 : Fréquence de réunion du Comité de Suivi**

Le troisième paragraphe de l'article 69 est modifié comme suit :

*« Le rôle de ce Comité est d'échanger sur une base régulière et au moins lors d'une réunion tous les 90 jours sur les conditions de réalisation de la Concession. En outre, le Comité s'attachera à prévenir et à régler toute difficulté ».*

**Article 12 : Entrée en vigueur du présent avenant**

Le présent avenant entre en vigueur à sa date de signature.

\*\*\*\*\*

Fait à Paris, le **13 novembre 2014**

En quatre exemplaires

**Pour le Concédant**



Mme. Marie-Pierre DE LA GONTRIE

**Pour le Concessionnaire**



M. Gilles ALIX

